

# NUMERO 43

ÉLECTIONS 2024.

LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ DANS  
LES DISCOURS ET PROGRAMMES DES PARTIS  
POLITIQUES FRANCOPHONES EN BELGIQUE

SBARAGLIA F., CLOSE C., KINS L.

# PAUVÉRITÉ

Le trimestriel du Forum -  
Bruxelles contre les inégalités

Le Forum réunit une cinquantaine d'organisations actives dans le domaine de la lutte contre l'exclusion sociale en Région bruxelloise. Dialogue avec les professionnels, consultation des personnes vivant la pauvreté, aide à la décision politique et analyse transdisciplinaire. En produisant des recommandations et des solutions, notre objectif est de sensibiliser l'opinion publique et le monde politique aux problèmes de la pauvreté en ville. – [www.le-forum.org](http://www.le-forum.org)

# Introduction

Dans le cadre des multiples élections à venir de juin 2024, cet article interroge la place de la lutte contre la pauvreté dans le bilan du gouvernement fédéral dit « Vivaldi » d'abord, et dans la campagne électorale ensuite, en analysant les positions et propositions des six principaux partis belges francophones en la matière.

L'article procède en trois temps. Dans un premier temps, il décrit les modèles de politiques sociales qui influencent l'ensemble des mesures de lutte contre la pauvreté. Ceux-ci servent de base pour ensuite repérer les propositions faites par les partis. Dans un second temps, l'article revient sur des éléments de contexte qui ont jalonné la législature depuis les élections de 2019. Dans un troisième temps, l'article s'intéresse aux positions et aux propositions des partis politiques à l'égard de la (lutte contre la) pauvreté. Pour ce faire, l'article mobilise deux types de données : d'une part, les publications sur X (Twitter) des partis politiques (et leurs président·e·s) sur les deux dernières années (2022-2023) ; d'autre part, les programmes électoraux de la campagne 2024.

# **1. LES MODÈLES DE POLITIQUES SOCIALES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI**

## *DE L'ASSURANCE COLLECTIVE À UNE LOGIQUE D'INVESTISSEMENT.*

Distinguer les propositions politiques en matière de lutte contre la pauvreté des autres politiques sociales est un véritable défi. En effet, la lutte contre la pauvreté tend à se confondre avec les politiques de l'emploi ou se mêle à une myriade de propositions qui ne sont pas directement structurées autour de la problématique spécifique de la pauvreté. Cette dissolution des politiques de lutte contre la pauvreté dans d'autres politiques sociales s'explique notamment par une transformation profonde des manières de les faire et de les penser.

Depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, la perte d'emploi, la maladie et la vieillesse ont été identifiés comme des risques sociaux à assurer de manière universelle. Sous l'impulsion de l'économiste J.M. Keynes, les États européens ont mis en place des systèmes de sécurité sociale qui assurent collectivement ces risques sur le marché de l'emploi, via des allocations (maladie, chômage, pension) et des prestations (services d'aide à l'emploi, à la formation etc.). Ce modèle

keynésien des Trente Glorieuses a été remis en cause à la suite des chocs pétroliers de 1970 et 1973. Ces chocs ont conduit à un chômage de masse et de longue durée. Pour pallier ce phénomène, et réduire les dépenses publiques de l'État supposé « tentaculaire », des leaders politiques comme M. Thatcher (Royaume-Uni) et R. Reagan (États-Unis), inspirés par les thèses des économistes von Hayek et Friedman, réclament l'individualisation de ces assurances sociales, et le démantèlement des prestations des services sociaux. Suivant leur argumentaire néolibéral, il faudrait laisser à chaque individu la liberté d'assurer ses propres risques sociaux comme il ou elle l'entend, et empêcher l'État d'intervenir sur le marché de l'emploi.

L'opposition entre les modèles keynésiens et néolibéraux va structurer les politiques sociales jusque dans les années 1990. Dans le même temps, de nouveaux risques sociaux apparaissent et s'ajoutent : par exemple, vivre dans une famille monoparentale, ou travailler tout en étant dans une situation de pauvreté économique<sup>1</sup>. Pour pallier ces nouveaux risques, un troisième modèle s'immisce progressivement comme une forme de réconciliation entre les autres : celui de l'investissement social. Porté par une communauté d'experts académiques et non académiques dont fait partie le Ministre fédéral de l'Action sociale et de la Santé (dans la Vivaldi), Frank Vandembroucke, ce modèle préconise de conserver des investissements publics dans les politiques sociales (caractéristique du keynésianisme) si et seulement si les politiques sociales contribuent directement à l'économie, et donc, au marché de l'emploi (caractéristique liée au néolibéralisme). Les politiques visant les métiers en pénurie illustrent bien ce troisième modèle : les filières de formation sont financées si et seulement si elles rapportent directement de la main d'œuvre qualifiée sur le marché de l'emploi.

---

1/ Bonoli, G. (2005). The politics of the new social policies: providing coverage against new social risks in mature welfare states. *Policy & politics*, 33(3), 431-449.

*L'investissement social se focalise sur les organismes publics ou associatifs, qui doivent démontrer que leurs actions conduisent à des résultats concrets.*

Ces trois modèles influencent de nombreuses dimensions des politiques sociales aujourd'hui, et induisent des transformations dans les manières de faire du travail social. Le keynésianisme a permis de développer des services publics qui accompagnent les citoyen·ne·s dans

leurs démarches vers l'emploi. Le néolibéralisme a responsabilisé les individus et mis sous condition l'octroi des allocations sociales (mesures dites « d'activation »). Actuellement, l'investissement social se focalise sur les organismes publics ou associatifs, qui doivent démontrer que leurs actions conduisent à des résultats concrets (ex. nombre de stagiaires qui finissent leur formation, nombre de personnes mises à l'emploi etc.). La gestion « par projets » est d'ailleurs un des traceurs de ce modèle d'investissement social, car elle conditionne de manière relativement explicite le renouvellement de subventions aux résultats obtenus.

Dans la suite de cet article, ces trois modèles constitueront des repères utiles pour comprendre les orientations prises par les partis politiques francophones en Belgique.

## **2. NOTRE LÉGISLATURE AUX MULTI-CRISES**

Depuis le dernier scrutin, la Belgique a été secouée par de multiples crises. Crise politique, dans un premier temps. Les élections de 2019 ont vu la percée simultanée de l'extrême droite, en Flandre, et de la gauche radicale, en Wallonie et à Bruxelles. Les six partis « traditionnels » issus des piliers historiques (libéraux, catholiques, socialistes) ont atteint leur plus bas étage, en glanant ensemble à peine 44% des sièges à la Chambre des représentants. La forte fragmentation qui a résulté de ces phénomènes concomitants a rendu particulièrement ardue la formation d'un gouvernement.

Après les élections, les gouvernements régionaux se forment en quelques mois. Au fédéral, en octobre 2019, Charles Michel quitte son poste de Premier ministre pour celui de président du Conseil européen. Sophie Wilmès est nommée Première ministre d'un gouvernement en affaires courantes et minoritaire, tandis que les négociations se poursuivent<sup>2</sup>.

En mars 2020 survient la crise sanitaire. Le confinement est déclaré. Le gouvernement Wilmès II prête serment et obtient la confiance

---

2/ Sägesser, C. (2020) La formation du gouvernement De Croo (mai 2019 - octobre 2020) », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 2471-2472, no. 26-27, pp. 5-86.

du Parlement. Cette crise sanitaire entraîne des conséquences sociales, économiques mais aussi psychologiques importantes. Elle est révélatrice de profondes inégalités sociales, économiques, et de genre. Elle entraîne la mise à l'agenda d'enjeux liés à la santé : ceux d'inégalités d'accès aux soins ; de pénibilité du travail et de manque de reconnaissance du personnel de soins de santé ; de dégradation des services et des infrastructures etc. En octobre 2020, 494 jours après les élections du 26 mai 2019, le gouvernement De Croo prête serment suite à l'accord entre sept partis : libéraux flamands (Open VLD) et francophones (MR), socialistes flamands (Vooruit) et francophones (PS), écologistes flamands (Groen) et francophones (Ecolo), et chrétiens-démocrates flamands (CD&V). Les priorités sont alors surtout d'(ré)investir dans les soins de santé, relancer l'économie et « amortir les conséquences sociales de la crise » (Sägesser 2020, p.61).

En février 2022 enfin, l'invasion de l'Ukraine par la Russie entraîne la dernière grande crise marquante de la législature, dite « crise énergétique ». Les problèmes d'approvisionnement et la hausse des prix de l'énergie ont eu de nombreuses répercussions économiques et sociales, tant au niveau global (hausse des prix des matières premières, entraînant ralentissement économiques, faillites, etc.) qu'au niveau individuel (inflation et baisse du pouvoir d'achat, factures impayées, dégradations des conditions de vie etc.).

La Vivaldi a dû composer avec la gestion de ces crises et de leurs effets, en même temps qu'elle a dû lutter contre les désaccords internes entre les partenaires de majorité, dont les programmes politiques, notamment en matière sociale<sup>3</sup>, étaient parfois aux antipodes – entre

---

3/ Voir notre analyse de 2019.



gauche (PS et Ecolo) et droite (MR). Des mesures d'urgence liées aux crises ont été prises, comme le « chèque énergie » et le refinancement de la santé<sup>4</sup>.

Les matières sociales au fédéral ont principalement été exercées par des ministres socialistes. Sur la pension tout d'abord, si le PS<sup>5</sup> exigeait dans son programme de 2019<sup>6</sup> un retour à 65 ans (repoussé sous Michel I à 67 ans), le compromis de la Vivaldi fut de ne pas toucher à l'âge légal de la pension tout en augmentant la pension minimale à 1500 € (après carrière complète, hors indexation). Ensuite, la Vivaldi a relevé le salaire minimum – une demande qui était présente chez la plupart des partis francophones, néanmoins dans des modalités et selon des motivations différentes (lutter contre la pauvreté ou mieux récompenser le travail, cfr. notre analyse ci-dessous). En matière fiscale, une taxe sur les comptes-titres au-delà d'un million d'euros a été mise en place ; reflétant une demande plutôt à gauche de faire contribuer davantage les plus grands patrimoines. En matière de logement, le modèle *Housing First* a été encouragé, avec plusieurs appels à projet du fédéral – sachant que les régions et communautés interviennent dans leurs champs de compétences (respectivement pour le bâtiment et l'accompagnement). Ce modèle fait du logement un droit fondamental et l'étape initiale de toute réinsertion sociale. Son implémentation via des appels à projets et des évaluations s'inscrit dans la logique d'investissement social.

---

4/ « Entre 2019 et 2024, le budget fédéral de la Santé passera de 26,4 à 37,4 milliards d'euros. Une augmentation qui dépasse l'inflation et qui aura notamment servi à revaloriser les salaires du personnel soignant et de mieux rembourser les consultations en psychologie » (L'Echo, 29 juillet 2023).

5/ Et le PTB.

6/ Sbaraglia F., Close C. (2019). La lutte contre les inégalités dans les programmes électoraux, *Trimestriel du Forum - Bruxelles contre les inégalités*, n°23, May 2019.

La Vivaldi n'a pas réussi à se mettre d'accord sur une « grande réforme fiscale » - qui, pour la droite et le centre-droit, devait permettre notamment de moins taxer le travail et de baisser les impôts, surtout en faveur des classes moyennes. Finalement, plusieurs propositions portées par le PS et Ecolo (et le PTB) pendant la campagne de 2019, comme l'idée d'un revenu universel ou l'individualisation des droits sociaux, n'ont pas trouvé leur place dans l'agenda politique chargé par la gestion de crises et les tensions entre partenaires de la majorité fédérale.

# 3. LES PARTIS FRANCOPHONES ET LA (LUTTE CONTRE LA) PAUVRETÉ À L'AUBE DES ÉLECTIONS DE 2024

*Les réseaux sociaux sont progressivement devenus des outils centraux dans la communication des partis et personnalités politiques en Belgique.*

Nous identifions ci-dessous les propositions des six partis francophones représentés à la Chambre des représentants<sup>7</sup> sur base de deux types de données. Premièrement, nous analysons le contenu des publications sur X des comptes officiels des partis politiques

(et de leurs président·e·s), lors des deux années précédant le début officiel de la campagne (janvier 2022-janvier 2024). Deuxièmement, nous identifions les propositions faites dans les programmes électoraux de ces mêmes partis.

Depuis les élections de 2014, et encore davantage depuis 2019, les réseaux sociaux sont progressivement devenus des outils centraux dans la communication des partis et personnalités politiques en Belgique. On évoque désormais un contexte de « campagne permanente ». Le média social X en particulier est propice aux échanges entre

---

7/ PTB, PS, Ecolo, Les Engagé·e·s, DéFI et le MR.

« élites » (politiques, journalistes). Les publications sur X sont des révélateurs intéressants des positions des acteurs politiques sur des sujets d'actualité.

Pour l'analyse, nous avons identifié l'ensemble des publications faisant directement référence à des termes associés à « pauvreté », tels que « pauvre(s) », mais aussi à « précarité », par exemple le mot « précaire(s) ». La proportion de publications sur X adressant directement les enjeux de pauvreté et de précarité est dans l'ensemble assez faible : à peine 1,5% des 8204 publications sont dédiées à « mettre à l'agenda » la pauvreté et la précarité (126 publications). Des différences significatives apparaissent entre partis. Sans grande surprise, le MR et DÉFI, de centre-droit, dédient relativement moins d'attention à ces enjeux que la moyenne 1% de leurs publications, voire moins, mentionnent *directement* les enjeux de pauvreté ou de précarité. Le PS (3,1%), suivi d'Ecolo (2,7%) et des Engagé·e·s (2,0%) mentionnent proportionnellement plus ces enjeux. De manière surprenante, le PTB ne se distingue pas particulièrement (1,7%).

Concernant les programmes électoraux, nous avons analysé les différentes propositions liées à la pauvreté par la recherche de mots-clés comme « pauvreté » ou « précarité ». Cela nous a permis d'agréger et de comparer les propositions des différents partis en la matière.

#### Programmes analysés :

PTB	Le choix de la rupture
PS	Solide & solidaire !
Ecolo	Choisir l'avenir. Plus vert, plus juste.
Les Engagé·e·s	Le courage de changer !
Défi	Toujours plus juste
MR	L'avenir s'éclaire

Grâce à une analyse qualitative de ces publications et des programmes, nous sommes en mesure d'identifier, chez chacun des partis, trois éléments du « discours » quant à la pauvreté ou précarité : premièrement, le type de publics ou groupes de citoyen ne s touchés; deuxièmement, *les causes* ou facteurs de la pauvreté ou précarité mentionnés par le parti ; et troisièmement, *les remèdes*, solutions ou propositions éventuellement avancés par le parti pour lutter contre la pauvreté. Nous présentons les résultats dans un ordre allant du parti le plus à gauche (PTB) au parti le plus à droite (MR).

Il est à noter que le contenu analysé est à mettre en rapport avec d'une part, le contexte et les enjeux médiatisés alors, et d'autre part, avec le statut des partis (au gouvernement ou dans l'opposition)– les partis d'opposition communiquant d'avantage *contre* le gouvernement, les partis de gouvernement mettant davantage en avant leurs réalisations (quoique, dans le cas du MR, ceci se vérifie moins, sur X en particulier). Aussi, la communication des partis de gouvernement est liée aux responsabilités ministérielles exercées par le parti aux différents échelons de pouvoir.

***PTB « JE N'ADMETS PAS QUE LES RICHES DEVIENNENT PLUS RICHES ET LES PAUVRES PLUS PAUVRES. » (17/07/22)***

Les publications du PTB mentionnant la pauvreté ou la précarité s'inscrivent dans le contexte de crise énergétique, comme c'est le cas pour les autres partis (voir ci-dessous). Les catégories sociales citées par le PTB sont parfois assez larges (ex. « des centaines de milliers de personnes [qui] vont tomber dans la pauvreté »), mais le parti cible généralement les « couches populaires », la « classe travailleuse » ou encore les « personnes qui dorment dans la rue » (dans le contexte de crise de l'accueil des migrants, en décembre 2022). En juin 2023, le

*Parmi les causes de la pauvreté, le parti dénonce l'inaction des gouvernements.*

parti réagit aussi suite au règlement mendicité de la ville de Liège<sup>8</sup>.

Parmi les causes de la pauvreté, le parti dénonce l'inaction des gouvernements ; mais il s'attaque surtout aux acteurs économiques, tels que les « actionnaires d'Electrabel » qui « s'enrichissent sans lever le petit doigt », ou les « multinationales » qui payent moins d'impôts qu'« une femme de ménage ». En matière de solutions aux problèmes de pauvreté, le parti se focalise sur la fiscalité. Dans un premier temps, au cœur de la crise énergétique, le parti plaide pour une baisse de la TVA à 6% car selon lui, elle constitue « la taxe la plus injuste ». Vient dans un second temps la proposition d'impôt sur la fortune, et la mobilisation du hashtag #TaxTheRich de manière récurrente.

Pauvreté, santé et pensions sont articulées à la dénonciation d'inégalités structurelles, le PTB mentionnant que « 1/4 des belges les plus pauvres n'atteignent pas 67 ans » et que « l'âge de la pension est une question de classe. Et donc de lutte de classe ». La pauvreté est aussi abordée sous l'angle de « l'insécurité » de l'emploi : le PTB dénonce les « contrats précaires » (des jeunes), les jobs « temporaires et intérimaires » et « l'ultra-flexibilité ». Contrairement aux publications du MR qui présentent le travail comme la solution à la précarité (voir plus loin), ici l'accent est mis sur le phénomène des travailleurs·se·s pauvres<sup>9</sup>.

---

8/ Interpellation citoyenne contre le règlement mendicité de @VilledeLiege au #cliege. « La section liégeoise de la ligue des droits humains a déjà dénoncé l'illégalité de ce règlement » (26/06/2023).

9/ Choisir entre manger ou se réchauffer, c'est inacceptable. L'émission #Investigation de la @RTBF nous a livré ce soir des témoignages touchants. Même les couples à deux salaires ne s'en sortent plus. La classe travailleuse souffre » (9/11/22)

Les propositions dans le programme du PTB tendent à revaloriser les salaires, à développer des « emplois publics de qualité », à « mieux accompagner les travailleurs et les travailleuses » et à lutter contre les discriminations que subissent les personnes précarisées. Le parti tend également à soutenir l'individualisation des droits, définit l'accès à l'eau et à l'énergie comme des droits fondamentaux qu'il convient de garantir par les prix, et non par l'inscription dans la Constitution (comme le suggère Ecolo et le PS, voire ci-dessous). Le PTB soutient également les modèles d'Housing First comme solution au sans-abrisme.

### ***PS « LA QUESTION CLIMATIQUE, C'EST LA NOUVELLE LUTTE DES CLASSES » (2/09/23)***

***Le PS propose dans son programme d'établir un revenu de dignité.***

«travailleurs, pensionnés et allocataires sociaux » régulièrement cités par le PS sur X se retrouvent au centre des propositions. Pour soutenir ces publics précaires, le PS propose dans son programme d'établir un revenu de dignité qui serait à 100% du seuil de pauvreté, et majoré à 115% pour les personnes en situation d'emploi. Afin de faciliter l'accès à ce revenu de dignité, le PS le conçoit comme un socle commun pour les différentes allocations sociales qui reposerait sur un statut social unique. Il ne s'agit pas de fusionner les allocations, mais d'individualiser les droits et d'en automatiser l'accès par une banque de données unique.

Ensuite, le programme défend l'accès gratuit et/ou garanti à différentes ressources ou prestations publiques pour lutter contre la pauvreté. En mars 2023, autour de la journée internationale des droits

des femmes, les publications du parti sur X insistent sur la « précarité menstruelle » ; dans son programme, le parti propose la gratuité des protections périodiques pour toutes les personnes de plus de 12 ans. Dans une logique similaire de garantie de l'accès aux ressources, le programme propose « d'inscrire l'accès à l'eau et à l'assainissement comme un droit humain fondamental ».

En tant que parti présent dans tous les gouvernements, le PS communique sur ses actions, notamment en termes de logement et de lutte contre le sans-abrisme (au fédéral mais aussi à la région wallonne). L'accès au logement est présenté comme « une première étape pour sortir du sans-abrisme et de la grande précarité », et pour les jeunes, comme « une chance de se reconstruire ». Le parti met en avant les dispositifs « *Housing First* », de même que le « Plan Grand Froid de la Wallonie ». Ces propositions se retrouvent dans le programme électoral du parti qui mise sur le modèle d'*Housing First* comme mesure centrale de sortie du sans-abrisme, accompagnée de la révision des critères d'attribution des logements sociaux, leur augmentation et le renforcement de mesures d'urgence notamment pour les familles.

L'enjeu de la pauvreté est aussi l'occasion pour le parti d'attaquer « la droite »<sup>10</sup> et « l'extrême droite »<sup>11</sup>, de se (ré)affirmer sur le clivage possédants-travailleurs, et d'orienter son discours vers l'éco-socialisme. Ainsi, pour « supprimer la pauvreté », le parti suggère de « répartir les revenus autrement », « en taxant les 1% les plus

---

10/ «Les pauvres dépensent mal leur argent !.@Damien\_Vx, conseiller à l'IEV, démonte 4 mythes utilisés par la droite pour bloquer l'augmentation des allocations sociales. <https://t.co/ubvbUMC7pM> (31/01/22)

11/ Cette vague de fond est d'une gravité absolue. L'extrême-droite commence toujours par s'attaquer aux pauvres. Elle s'attaque aux migrants, aux femmes, aux personnes LGBTQIA+. Elle défend toujours les plus forts et attaque les plus faibles » (26/11/23).



riches », afin de « mieux rémunérer les travailleurs ». Ces « 1% les plus riches de la planète » d'ailleurs « émettent plus de CO2 que la moitié la plus pauvre de la planète ». Le parti mobilise sur X le #TaxTheRich, dans la même veine que le PTB (voir ci-dessous) . L'inégale répartition des richesses » est aussi présentée dans la communication du parti sur X comme condition à « l'écologie sociale et populaire ».

### ***ECOLO « LA TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE PERMETTRA UNE MEILLEURE JUSTICE SOCIALE » (12/11/2023)***

***Ecolo met en avant dans sa communication la « transition écologique » comme permettant une « meilleure justice sociale ».***

Dans les publications sur X d'Ecolo et de ses co-président·e·s, la pauvreté est associée à des catégories plutôt générales comme les « ménages les plus précarisés », ou encore « les belges les plus précarisés et les classes moyennes ». Pour protéger ces publics, le programme d'Ecolo

soutient l'individualisation des droits et la suppression du statut de cohabitant.

La communication du parti sur X identifie les « crises » multiples - « la crise #COVID19, puis celle de l'#énergie » - comme causes importantes de la pauvreté. Face à l'augmentation des prix de l'énergie durant l'année 2022, la communication en ligne d'Ecolo évoque le « mini tax shift » mis en place par la Vivaldi<sup>12</sup>, qui selon le parti « aidera donc également les familles les plus mises en difficulté ». En cohérence avec son idéologie, Ecolo met en avant dans sa

communication la « transition écologique » comme permettant une « meilleure justice sociale ». Soutenir « ceux qui n'arrivent pas à payer leur facture d'énergie » passerait de ce fait par des investissements massifs dans les énergies renouvelables. L'augmentation des revenus, notamment par une indexation des salaires, est plusieurs fois citée par Ecolo, « face aux crises » pour « protéger les plus fragiles » et « pouvoir vivre dignement ». Comme le PS, Ecolo propose dans son programme de constitutionnaliser le droit humain d'accès à l'eau, de mensualiser les factures et d'élargir le tarif social.

Sur le réseau social X, le parti mentionne régulièrement la pollution – en particulier, la pollution de l'air -, le dérèglement climatique et l'« accès à une alimentation saine » ; non pas comme des causes directes de la précarité, mais comme des phénomènes dont les conséquences toucheraient en particulier les publics et les quartiers précarisés ou « populaires ». La précarité n'apparaît donc pas seulement sous l'angle économique, mais aussi sous le prisme de la qualité de l'environnement et de la santé.

Cette prise en compte de la santé et du bien-être se retrouve aussi dans les propositions électorales. Le programme d'Ecolo intègre l'assurance de revenus dignes afin de garantir le bien-être, ou encore l'accès à une alimentation de qualité par la suppression de la TVA sur les aliments biologiques produits localement. De même retrouve-t-on une préoccupation pour le bien-être via les propositions de soutenir les familles monoparentales par le développement « d'initiatives locales solidaires, d'entraide et de détente » ; de soutenir les aidants proches ; et d'encourager l'alphabétisation « pour une intégration

---

12/ « L'objectif: augmenter le pouvoir d'achat des Belges aux revenus les plus bas en prenant de l'argent ailleurs que sur les salaires », par exemple via de nouvelles taxes sur les voyages en avion et le tabac (Moustique & La Libre en ligne, 01/02/2022).

plus durable ». Il est également à noter qu'en matière de sans abris, Ecolo mise aussi sur une sur une approche plus globale de *Housing first* qui agit sur la prévention, la *qualité* de l'accompagnement et l'accueil d'urgence.

## LES ENGAGÉ·E·S – « J'ACCUSE LES GOUVERNEMENTS DE NON-ASSISTANCE À PERSONNES EN DANGER » (11/09/22)

*Les Engagé·e·s présentent, comme au MR, l'enseignement et la formation comme des garanties face au risque de pauvreté.*

Dans la communication des Engagé·e·s, la pauvreté touche à la fois les citoyen·e·s en général mais aussi des publics spécifiques, comme les « enfants qui dorment dans la rue » ou les « familles monoparentales ». Sur la période examinée, la pauvreté (et les risques de pauvreté) sont

régulièrement associés à l'augmentation des prix de l'énergie (automne 2022 en particulier) et aux problématiques du logement et du sans-abrisme. En tant que parti de l'opposition, le parti accuse « l'inaction » du gouvernement ; et tacle en particulier les écologistes<sup>13</sup>.

Les solutions envisagées par le parti pour lutter contre la pauvreté s'expriment comme des garanties pour le futur de chaque individu. Les politiques sociales doivent allier la responsabilité individuelle et collective. Il s'agit d'améliorer l'accès aux droits sociaux par leur individualisation, par l'augmentation des montants et par la mise en place d'une agence des droits sociaux qui favorisent leur suivi. Dans leur programme, les Engagé·e·s montrent une logique d'insertion sociale tout au long de la vie. Ils présentent, comme au MR, l'enseignement et la formation comme des garanties face au risque de pauvreté. Dans leur programme et dans leur communication en ligne, la famille

---

13/ « Alors que #Ecolo estimait ce matin #LaHonte que des enfants dorment dans la rue #SansAbrisme #Asile #Froid, les verts et ses partenaires #begov ont refusé l'urgence au Parlement fédéral pour résoudre ce drame qui touche notre humanité » (15/02/22).

est importante, avec des propositions telles que l'élargissement des avantages familles nombreuses « aux ménages dès 2 enfants au lieu de 3, y compris pour les familles recomposées » ainsi que la création d'un statut de famille monoparentale afin « d'améliorer l'accès au logement ou à des tarifs réduits dans les transports ».

Les Engagés soutiennent aussi, comme Ecolo, l'inscription de la garantie d'accès à l'eau et à l'électricité dans la Constitution « pour une vie digne ». De plus, le parti place l'accent sur la rénovation des logements sociaux, le modèle Housing First et la tarification progressive des couts de l'énergie pour améliorer la qualité de vie.

### ***DÉFI « LA #VIVALDI A MANQUÉ SA CIBLE : LA CLASSE MOYENNE » (01/02/22)***

Dans sa communication sur X, DéFi évoque tout particulièrement « les risques de pauvreté » liés au contexte de la crise énergétique et de la montée des prix. Le parti (et son président) montre leur préoccupation pour « les ménages qui sont trop riches pour bénéficier du tarif social et trop pauvres pour faire les investissements nécessaires pour échapper à la hausse vertigineuse des prix ». Afin de « répondre de manière juste » à l'augmentation du « prix de l'énergie, de l'essence, de l'alimentation », le parti propose : une « réforme fiscale qui soulage enfin le travail » et « une vraie sécurité d'approvisionnement » – critiquant au passage la Vivaldi, notamment sur l'extension du tarif social énergie. Pour « lutter contre l'inflation et la pauvreté », cette réforme irait de pair avec la mise en place d'un « bouclier social »<sup>14</sup>.

---

14/ "...qui garantisse que personne n'ait moins de 1500 euros par mois pour vivre » (propos de François De Smet repris dans Metro, 17/06/22)

***Défi place sa focale sur le soutien aux familles monoparentales principalement en améliorant l'offre de services publics.***

Dans ses propositions électorales pour lutter contre la pauvreté, Défi place sa focale sur le soutien aux familles monoparentales principalement en améliorant l'offre de services publics (formations sur le non-recours, diminuer le temps d'attente pour un logement social

ou avec des données statistiques pour mieux identifier les enjeux de mobilité). Dans cette veine, le parti mentionne sur X la précarité touchant plus particulièrement les femmes. En région bruxelloise, le parti critique les politiques de « logement social à vie », qu'il juge « injuste car il laisse sur le carreau des dizaines de milliers de famille ».

Parmi leurs propositions de lutte contre la pauvreté, il y a aussi une réforme des CPAS et un renforcement du service médiation de dette. Défi se distingue aussi des autres partis par une proposition limitée à l'indexation du Fonds gaz-électricité pour aider les ménages en situation de précarité énergétique. Finalement, le parti entend « refédéraliser les compétences liées à la sécurité d'existence, c'est-à-dire : toutes les matières relatives à la lutte contre la pauvreté - la santé publique - les allocations familiales - la politique à l'égard des personnes en situation de handicap ».

***MR : « LA PREMIÈRE POLITIQUE SOCIALE C'EST L'EMPLOI » (21/08/22)***

Au parti libéral, la précarité n'est pas associée à un public particulier que le parti entend défendre ou protéger. Un tiers des publications du MR et de son président mentionnant la précarité contiennent

une attaque dirigée contre ses adversaires politiques. La « gauche », le « socialisme », « le PS » ; mais aussi « Ecolo » encourageraient l'assistanat et entretiendraient la « misère » à des fins électoralistes<sup>15</sup>, en particulier « dans les grandes villes mal gérées depuis tant de temps » en Wallonie. PS et Ecolo sont aussi accusés d'avoir « paupérisé Bruxelles », où règne une « mentalité pro-chômage ». Le MR attaque le Forem et Actiris, qui dépenseraient des « millions d'euros pour de mauvais résultats ». En outre, selon les publications du parti et de son président sur X, « la sobriété telle que vue par les écolos c'est la précarité de la classe moyenne ». Et, avec les « communistes du PTB », ce serait « la faillite du pays et de la Wallonie ».

***Le MR montre une hostilité relativement marquée à l'égard des services publics.***

Au-delà des critiques formulées envers l'efficacité des mesures proposées par les autres partis, le MR montre une hostilité relativement marquée à l'égard des services publics. Dans son programme, il propose « d'alléger le coût de la bureaucratie et de l'administration » qui « s'immisce dans la vie privée ». Pour ce faire, le MR propose une allocation de remplacement de base (unique). Celle-ci repose sur une réforme des revenus résiduels et doit être calibrée sur base des besoins, et non pas du statut. Ce revenu de remplacement aurait un plafond qui le maintiendrait à minimum 30% en dessous des revenus du travail. Par ces propositions, le MR se distingue du PTB, du PS et d'Ecolo qui place l'individualisation et l'automatisme des droits au centre de leurs programmes. Pour le MR, « le travail doit toujours rapporter plus que l'inactivité ! » (publication sur X à

---

15/ « Les responsables sont ceux qui entretiennent l'assistanat pour entretenir un électoral. Prenez le classement des villes et communes les plus en difficulté, c'est là que la gauche a les meilleurs résultats électoraux. Je suis en colère contre eux et révolté par la misère qu'ils entretiennent ». #Voeux2024 #TravaillerL'Avenir #fierdetreliberal » (14/01/24)

l'occasion du 1er mai 2022). Les remèdes avancés par le parti face à la pauvreté sont surtout liés à la remise à l'emploi et à la réinsertion socio-professionnelle. De manière assez marquée, le parti entend endiguer la précarité infantile pour « rompre le cycle intergénérationnel de la pauvreté ».



# Conclusion

## *LES SERVICES PUBLICS (ET ASSOCIATIFS) COMME VARIABLE D'AJUSTEMENT*

Comme nous venons de le voir, plusieurs mesures font du PTB, du PS, d'Ecolo et des Engagé·e·s de potentiels partenaires de coalition qui s'accordent sur la nécessité d'individualiser et d'automatiser les droits sociaux, de développer le modèle d'Housing First pour lutter contre le sans-abrisme, et finalement, de garantir l'accès à l'eau (soit par les prix pour le PTB, soit par la Constitution, pour Ecolo, le PS, et les Engagé·e·s). Face à ces propositions relativement similaires, le MR apparaît comme plus isolé avec un revenu de remplacement unique et plafonné, une politique du logement ou de l'énergie centrée sur l'efficacité des administrations, plutôt que sur des droits ou des prix.

La vision des partis quant aux services publics constitue une autre potentielle « pomme de la discorde ». Si le PTB, PS, Ecolo et les Engagé·e·s jonglent avec des propositions plus ancrées dans une logique keynésienne, tandis que les propositions du MR sont plus ouvertement néolibérales, la variable d'ajustement qui intègre l'investissement social chez tous les partis se situe au niveau de leur vision du service public et de l'intégration des usagers.

Le MR semble se focaliser sur les prestations. Il se montre frontalement critique par rapport aux services publics d'emploi et de la formation professionnelle, qu'il considère comme peu efficaces car trop éclatés. La mutualisation des opérateurs, et la simplification administrative par la digitalisation sont alors considérées comme une clé fondamentale pour améliorer l'efficacité des services publics. A l'inverse de cette posture, les quatre autres partis tendent à centrer leur vision des services publics sur les besoins des usagers, que ce soit par des démarches participatives, comme le propose le PTB, ou via l'accentuation de l'orientation-usager, comme chez Ecolo ou au PS. Ces différents partis préconisent aussi le guichet physique et téléphonique pour maintenir les liens avec les usagers, là où le MR mise principalement sur le digital.

### ***SUR LE FOND ET SUR LA FORME, LE MR SEUL CONTRE TOUS.***

De manière synthétique, notre analyse révèle d'une part, que tous les partis (sauf Défi qui ne le cite pas de manière explicite) soutiennent le modèle de Housing First ; et d'autre part, un clivage marqué en matière de politiques de lutte contre la pauvreté. D'un côté, PS, Ecolo, PTB, les Engagés (et Défi dans une moindre mesure) semblent s'accorder sur l'individualisation des droits, la simplification administrative pour lutter contre le non-recours, et l'accès garanti aux ressources naturelles. De l'autre côté, le MR envisage une allocation sociale unique, basée sur les besoins et non sur le statut, ainsi qu'une simplification largement digitalisée. De plus, le MR se retrouve isolé dans une posture de défiance et de rationalisation des services publics, à contre-courant de l'orientation usager développée par les autres partis ●

Ce texte n'engage que ses auteurs et ne reflète pas nécessairement les positions du Forum - Bruxelles contre les inégalités. Les titres, intertitres et la structure du texte relèvent de choix éditoriaux du Forum - Bruxelles contre les inégalités.

---



Avec le soutien du CPAS de Saint-Gilles  
et de la Commission communautaire française.

---

Editeur responsable: Nicolas De Kuyssche - Rue Fernand Bernier  
40, 1060 Saint-Gilles - 02/600.55.66 - Graphisme: Gaëlle Grisard

---

Numéro 43, Été 2024.

## **PRÉSENTATION**

En cette année électorale, le secteur non-marchand s'intéresse particulièrement aux politiques de lutte contre la pauvreté. Que disent les partis francophones belges de la précarité ? Comment interprètent-ils l'augmentation des inégalités sociales et avec quelle ambition politique vont-ils s'engager pour qu'elles disparaissent ? Ce PAUVÉRITÉ revient sur l'histoire des politiques de lutte contre la pauvreté, offre une analyse des discours médiatiques sur la plateforme X (anciennement Twitter) et des programmes électoraux de la campagne 2024, sous le prisme de la précarité. Un travail d'intérêt général qui permet de prendre de la hauteur, et de voter, espérons-le, en connaissance de cause !

### **LES AUTEURS**

---

Cet article a été rédigé par trois membres de SciencePo à l'Université libre de Bruxelles rattaché.e.s au Centre d'étude de la Vie Politique et à TRANSFO, Research Center for Social Change : Fanny Sbaraglia qui est chercheuse au Policy Lab, une unité de recherche-action en politiques publiques ; Caroline Close qui est professeure principalement sur le campus UCharleroi ; et Lucas Kins qui est doctorant en sciences politiques.